

CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 29 novembre 1962

La séance est ouverte à deux heures et demie.

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU MINISTRE DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ISRAËL

M. l'Orateur: Avant de commencer nos délibérations cet après-midi, je réclame l'indulgence de la Chambre pour signaler aux députés la présence à la tribune de l'Orateur d'un très éminent visiteur dans notre pays. Je veux parler de l'honorable M^{me} Golda Meir, ministre des Affaires étrangères d'Israël. M^{me} Meir est arrivée hier pour passer trois jours au Canada. Je me fais l'interprète de tous, j'en suis sûr, en lui souhaitant la plus cordiale bienvenue et un heureux séjour au Canada. Je suis heureux de constater que le temps est assez beau cette semaine à Ottawa.

J'aimerais, en outre, lui offrir en votre nom nos vœux les plus sincères, non seulement pour elle-même, mais aussi pour son gouvernement et les citoyens de son pays.

(Texte)

Je désire, cet après-midi, avant que ne commencent nos délibérations, appeler l'attention bienveillante des honorables députés sur la présence, à la tribune du président, d'un visiteur distingué en la personne de M^{me} Golda Meir, ministre des Affaires étrangères de l'État d'Israël.

Nous souhaitons à M^{me} Golda Meir une cordiale bienvenue à l'occasion de sa visite de trois jours au Canada. De plus, je me fais votre interprète auprès d'elle en lui souhaitant la bienvenue et en faisant des souhaits des plus chaleureux, non seulement à elle-même mais à son gouvernement et au peuple qu'elle représente.

(Traduction)

LA SANCTION ROYALE

M. l'Orateur: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que j'ai reçu la communication suivante en date du 29 novembre 1962:

Hôtel du gouvernement,
Ottawa, le 29 novembre 1962.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, en sa qualité de Député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la salle du Sénat aujourd'hui

29 novembre, à 5 heures 43 de l'après-midi, pour donner la sanction royale à certains bills.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur,

Votre humble serviteur,

Le secrétaire adjoint du gouverneur général,
A.-G. Chevrier.

(Texte)

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS

ADOPTION DU PREMIER RAPPORT DU
COMITÉ PERMANENT

M. Georges Valade (Sainte-Marie) dépose le 1^{er} rapport du comité permanent des privilèges et élections et en propose l'adoption.

M. G. J. McIlraith (Ottawa-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Avant que la Chambre soit appelée à se prononcer, je demande que les rapports soient lus comme c'est l'usage.

M. l'Orateur: La chose sera faite.

Et le greffier adjoint ayant lu le rapport:
La motion est adoptée.

(Traduction)

LA FONCTION PUBLIQUE

RAPPORT DE LA COMMISSION ROYALE—EXPOSÉ
DE L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, hier, j'ai dit que j'exposerais aujourd'hui à la Chambre les vues du gouvernement sur les deux volumes du rapport Glassco. Je vais le faire. Nous avons reçu, l'autre jour à peine, le deuxième volume qui renferme les rapports numérotés de 5 à 11. Nous avions reçu et publié le premier volume en septembre, avant l'ouverture du Parlement. Nous nous attendons à recevoir trois autres volumes d'ici deux ou trois mois.

A propos de ceux qui sont déjà publiés, je tiens à dire d'emblée que M. Glassco et ses collaborateurs, MM. Therrien et Sellar, méritent des remerciements pour leurs travaux approfondis et concrets. Frappé par le champ d'amélioration administrative que les commissaires et leur personnel ont découvert dans différents secteurs du service public, le gouvernement veillera à en améliorer tant l'organisation que la direction.

La Chambre n'ignore pas que, depuis bien des années, les ministres actuels sont convaincus, comme ils l'étaient du reste lorsqu'ils faisaient partie de l'opposition, que d'importantes économies pourraient être réalisées dans des secteurs considérables de l'administration publique sans préjudice pour le bien public. Quand nous formions l'opposition, nous avons demandé pendant plusieurs années, mais sans succès, qu'on fasse une étude